

**Assemblée générale**

Distr. générale  
25 juin 2013  
Français  
Original : anglais

**Soixante-huitième session**

Point 100 c) de la liste préliminaire\*

**Examen et application du Document de clôture  
de la douzième session extraordinaire  
de l'Assemblée générale****Centre régional des Nations Unies pour la paix  
et le désarmement en Asie et dans le Pacifique****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

Le présent rapport fait le bilan des activités menées par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique pendant la période allant de juillet 2012 à juin 2013. Au cours de cette période, le Centre régional a continué à promouvoir le dialogue et la confiance dans la région et au-delà en organisant ses deux conférences annuelles sur les questions de désarmement et de non-prolifération, qui ont été l'occasion d'étudier avec attention les moyens de régler les principaux problèmes qui se posent dans ces domaines. Le Centre a également entrepris plusieurs projets visant à renforcer la capacité des États à combattre le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre et à faciliter le dialogue entre États Membres de la région relatif au Traité sur le commerce des armes en prévision des négociations finales. En outre, dans le souci d'étoffer ses activités de sensibilisation par une action en faveur de l'éducation en matière de paix et de désarmement, le Centre a organisé diverses manifestations auxquelles ont assisté des élèves en secondaire et des étudiants d'université ainsi qu'un concours intitulé « Art for Peace » (l'art au service de la paix) pour des centaines d'écoliers dans des pays sortant d'un conflit. Il a également intensifié ses activités de communication et de sensibilisation en vue d'atteindre un plus grand nombre d'acteurs dans la région.

Au cours de l'année à venir, le Centre régional prévoit, avec l'appui des États Membres et d'autres partenaires, de continuer à développer ses programmes visant à aider les États Membres à renforcer leur capacité à surmonter les problèmes qu'ils rencontrent en matière de désarmement et de non-prolifération.

\* A/68/50.



Le Centre régional dépend entièrement des contributions volontaires qui lui sont versées pour financer son programme d'activités. Le Secrétaire général tient à remercier les États Membres, en particulier le pays hôte, le Népal, et les autres partenaires qui ont, grâce à leurs contributions financières et en nature, permis au Centre de fonctionner et de mener ses programmes. Il prie les pays de la région, et tous les autres, de verser des contributions volontaires au Centre pour lui permettre de poursuivre ses activités et de s'acquitter du mandat que lui a confié l'Assemblée générale.

## I. Introduction

1. Aux termes de la résolution 42/39 D de l'Assemblée générale, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique est chargé de fournir aux États Membres de la région de l'Asie et du Pacifique, sur leur demande, un appui fonctionnel pour les efforts et activités qu'ils conviendraient d'un commun accord de déployer en vue de mener une action en faveur de la paix et du désarmement, par une utilisation judicieuse des ressources disponibles. Il facilite et coordonne les activités menées dans la région par le Bureau des affaires de désarmement.

2. Dans sa résolution 67/65, l'Assemblée générale s'est félicitée des activités menées par le Centre régional durant l'année écoulée et a remercié le Gouvernement du pays hôte, le Népal, de sa coopération et de son appui financier. Elle a réaffirmé son appui énergique au rôle joué par le Centre dans la promotion des activités menées par l'Organisation des Nations Unies à l'échelon régional pour renforcer la paix, la stabilité et la sécurité en Asie et dans le Pacifique et a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-huitième session, un rapport sur l'application de la résolution.

3. Le présent rapport fait suite à cette demande et traite des activités menées par le Centre régional entre le 1<sup>er</sup> juillet 2012 et le 30 juin 2013. L'état financier de son fonds d'affectation spéciale pour la première année de l'exercice biennal 2012-2013 figure en annexe.

## II. Activités du Centre régional

4. Au cours de la période considérée, le Centre régional a axé ses activités sur les domaines suivants : promotion de la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs au désarmement et à la non-prolifération, renforcement du dialogue et de la confiance au niveau régional dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la sécurité et organisation d'activités de sensibilisation et de mobilisation.

### A. Promotion de la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs au désarmement et à la non-prolifération

5. Du 11 au 13 décembre 2012, le Centre régional a, avec le soutien du Gouvernement allemand, organisé à Bangkok un atelier de renforcement des capacités nationales en matière d'application du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, dont l'objectif principal était de renforcer la capacité des organes de l'État thaïlandais à appliquer le Programme d'action. Plus de 50 représentants de 20 organes s'occupant de la question des armes légères et de petit calibre ont participé à l'atelier, parmi lesquels les ministères des affaires étrangères, de la défense et de la justice, le ministère public et des organes du secteur de la sécurité. Des experts nationaux et internationaux ont fait des présentations sur les instruments internationaux et régionaux relatifs aux armes légères et de petit calibre et sur le contrôle des transferts, le trafic et le courtage de ces armes. Les participants ont aussi passé en revue les techniques de contrôle de ces armes, notamment la

gestion des stocks, le marquage et l'enregistrement, le traçage et la destruction des armes, et partagé leurs expériences et les meilleures pratiques en la matière. Afin que cet atelier s'inscrive dans la durée, un ensemble de documents de référence sur les armes légères et de petit calibre, rédigés dans la langue du pays, a été préparé en vue d'une utilisation future.

6. Préalablement à la Conférence finale des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes, qui s'est tenue en mars 2013, le Centre régional avait organisé un séminaire afin de faciliter le dialogue régional sur des points clefs du Traité et des négociations. Environ 50 représentants de haut niveau venant de 19 États Membres d'Asie et du Pacifique y ont assisté. Ce séminaire, qui s'est déroulé les 26 et 27 février 2013 à Kuala Lumpur, était organisé par le Gouvernement malaysien avec l'appui des Gouvernements japonais, néo-zélandais et suisse.

7. Le séminaire visait à éclairer les hauts responsables participant aux négociations et à leur fournir des informations utiles pour leur permettre d'approfondir leur compréhension des questions clefs qui seraient abordées à la Conférence finale des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes, et à leur donner l'occasion d'échanger leurs vues sur le sujet. Des experts internationaux ont été invités à s'exprimer sur les principaux sujets examinés.

8. Le Centre régional a continué à aider son pays hôte, le Népal, à remédier aux problèmes que lui posent les armes légères en apportant un appui fonctionnel aux activités du Groupe de travail népalais sur la réduction de la violence armée. Celui-ci a, dans le cadre de ses réunions et à travers d'autres activités, favorisé l'échange d'informations entre les pouvoirs publics, les organisations nationales et internationales de la société civile et les organismes des Nations Unies sur différents aspects du problème. Le Centre régional a également informé les membres du Groupe sur les travaux de la Conférence finale des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes.

## **B. Promotion du dialogue et de la confiance dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la sécurité**

9. Le Centre régional a continué à organiser ses deux conférences annuelles sur les questions de désarmement, de non-prolifération et de sécurité au Japon et en République de Corée, qui ont été l'occasion pour les représentants de gouvernements, d'organisations intergouvernementales, d'instituts de recherche politique, d'universités et d'autres organisations de la société civile d'engager un dialogue international approfondi. Elles leur ont permis de débattre en toute franchise et de façon informelle des moyens de résoudre les principaux problèmes auxquels la région est confrontée, de sorte que leur compréhension des problèmes complexes s'est améliorée du fait qu'ils ont été examinés sous divers angles et qu'un climat de confiance s'est installé entre les parties.

10. En collaboration avec le Gouvernement japonais et la ville hôte de Shizuoka, le Centre régional a organisé, du 30 janvier au 1<sup>er</sup> février 2013, la vingt-quatrième Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement sur le thème « Créer un futur sûr et pacifique : problèmes urgents et solutions potentielles ».

11. Les participants à la Conférence ont débattu des incidences humanitaires des armes nucléaires et du besoin urgent de promouvoir le désarmement nucléaire.

Certains ont estimé qu'une convention relative aux armes nucléaires devait être conclue sans tarder tandis que d'autres privilégiaient une approche progressive. Les participants ont relevé les difficultés liées à l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, y compris le fait que certains États de cette sous-région n'étaient pas parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (Convention sur les armes biologiques) et à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (Convention sur les armes chimiques). Les participants ont réfléchi aux moyens de résoudre les problèmes posés par les armes légères et de petit calibre illicites et d'en assurer un contrôle adéquat. Évoquant la Conférence finale des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes, les représentants des gouvernements et de la société civile ont souligné l'importance de parvenir à un accord sur ce nouvel instrument. Les participants ont également discuté de l'importance du rôle de la société civile en matière de désarmement et de non-prolifération et plaidé en faveur d'une coopération renforcée avec celle-ci. Comme c'est devenu une tradition, un grand nombre d'habitants de la région, y compris des étudiants, ont assisté à la Conférence. Le soutien énergique apporté par la ville de Shizuoka et la participation massive de la population mobilisée par la ville ont été vivement salués. Au cours d'une session extraordinaire, un groupe d'élèves du secondaire et d'étudiants d'université ont exprimé leur point de vue sur des questions relatives à la paix et au désarmement et ont débattu du sujet avec des participants à la Conférence, soulignant l'importance du soutien de la population et de l'éducation en matière de paix et de désarmement.

12. Dans le prolongement de ce qu'il est désormais convenu d'appeler le « Processus de Cheju », le Centre régional et le Ministère des affaires étrangères et du commerce de la République de Corée ont organisé la onzième Conférence conjointe sur les questions de désarmement et de non-prolifération, qui s'est tenue les 3 et 4 décembre 2012 à Cheju (République de Corée). Plus de 40 représentants de haut niveau et experts de gouvernements et d'organisations intergouvernementales ainsi que d'instituts de recherche politique, d'universités et d'autres organisations de la société civile y ont participé et eu des échanges francs et animés.

13. La Conférence était consacrée aux problèmes relatifs aux missiles et armes classiques et avait pour thème le désarmement et la non-prolifération en Asie et dans le reste du monde. Les participants ont fait observer que la prolifération des missiles posait des problèmes de plus en plus graves et mis l'accent sur la nécessité de renforcer les régimes de contrôle des missiles existants. Ils ont également reconnu le besoin de mettre en place des régimes de contrôle des exportations des armes conventionnelles et ont avancé des idées pratiques sur la manière d'améliorer la réglementation du courtage des armes. De plus, les problèmes liés à la négociation du Traité sur le commerce des armes ont été passés en revue. La question du contrôle des armes classiques dans la péninsule coréenne a également été abordée.

### **C. Partenariats, sensibilisation et mobilisation**

14. Poursuivant ses efforts visant à promouvoir l'éducation en matière de paix et de désarmement, le Centre régional a activement contribué à l'organisation, à

Saitama (Japon) en août 2012, d'une présentation réalisée par des lycéens sur des questions de portée internationale. Les lycéens de cinq établissements secondaires ont présenté des exposés dans lesquels ils ont fait part de leurs attentes à l'égard des Nations Unies et du Gouvernement. Ont participé à cette manifestation des représentants du Ministère japonais des relations extérieures, du Centre pour la promotion du désarmement et la non-prolifération, et du Bureau des affaires de désarmement et de son centre régional. Le principal objectif était d'aider les élèves à mieux comprendre les questions de paix et de sécurité mondiales. Lancée en 2010, en marge de la vingt-deuxième Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement, qui s'est également tenue à Saitama, cette initiative en faveur de l'éducation en matière de paix et de désarmement est devenue un événement annuel. La manifestation de 2013 a été organisée par la ville de Saitama et son conseil de l'éducation, en collaboration avec le Ministère japonais des relations extérieures, Simul'ONU Japon et le Centre régional. Cette initiative est un excellent exemple des moyens de promouvoir l'éducation en matière de paix et de désarmement et de renforcer la coopération entre les autorités locales et l'Organisation des Nations Unies.

15. En juillet et août 2012, le Centre régional a organisé un concours de dessins d'enfant sur le thème « Les enfants et la paix », auquel ont participé quelque 400 écoliers de la vallée de Katmandou. Les dessins des enfants étaient remplis de représentations de symboles de la paix colorés, de colombes blanches, de cloches de la paix et du Bouddha Siddhartha Gautama. Une cérémonie de remise de prix a eu lieu le 21 septembre 2012, à l'occasion de la Journée internationale de la paix. Ce concours a donné l'occasion à des centaines d'écoliers d'exprimer leurs espoirs par des dessins et de réfléchir sur le thème du concours et sur la contribution qu'ils peuvent apporter à la paix et à la transformation d'une société sortant d'un conflit. La réussite du projet a ouvert la voie à la mise en place d'un projet plus ambitieux en faveur de l'éducation en matière de paix et de désarmement au profit des écoliers népalais.

16. Le Centre régional a poursuivi ses efforts en vue de renforcer ses partenariats avec les principaux acteurs régionaux, notamment les États Membres, les organisations régionales et sous-régionales, d'autres entités des Nations Unies et la société civile, en développant ses activités de communication et de sensibilisation et en menant des initiatives et projets communs.

17. Dans le même sens, le Centre régional a renforcé ses partenariats avec les organisations régionales et d'autres organisations intergouvernementales, notamment l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'Association sud-asiatique de coopération régionale, le Forum des îles du Pacifique et d'autres organismes des Nations Unies. Il a étendu ses activités de communication et de sensibilisation aux établissements universitaires et aux organisations non gouvernementales régionales.

18. Le Centre régional a lancé une campagne de communication, notamment sur les réseaux sociaux (Twitter et Facebook), qui consiste à diffuser des informations fiables et actualisées sur ses activités et sur les questions de désarmement, d'une manière générale, afin de renforcer sa présence auprès des partenaires régionaux ou internationaux. Sur le site Web du Centre, on trouve un bulletin d'information, des renseignements à jour sur ses activités et des rapports sur ses travaux.

## D. Activités futures

19. Le Centre régional compte intensifier ses efforts en vue d'apporter une aide pratique aux États de la région qui le demanderont, en particulier dans les domaines de l'assistance technique, de la formation et d'autres formes de renforcement de capacités, pour les aider à lutter contre les problèmes que pose le trafic illicite d'armes légères et de petit calibre et à appliquer la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité et le Traité sur le commerce des armes. Les activités prévues sont les suivantes :

a) Pour aider les États à combattre le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre, qui est l'une des priorités de bon nombre de pays de la région, le Centre régional reprendra la formation interinstitutions à la lutte contre le trafic des armes à feu, des munitions et des explosifs qui avait été organisée avec succès par le Centre régional des Nations Unies en Amérique latine et dans les Caraïbes, tout en l'adaptant à la situation et aux besoins particuliers de la région Asie-Pacifique;

b) Pour appuyer les efforts déployés à l'échelle internationale, conformément aux dispositions de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, en vue d'empêcher des acteurs non étatiques d'acquérir des armes de destruction massive, en particulier à des fins terroristes, le Centre régional travaillera en collaboration étroite avec les États Membres, les experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (le Comité 1540), et d'autres parties prenantes pour contribuer à la mise en œuvre intégrale de cette initiative importante;

c) Les négociations sur le Traité sur le commerce des armes ayant pris fin en 2013, le Centre régional se tient à la disposition des États Membres de la région pour aider ceux qui le souhaitent à signer et ratifier ce nouvel outil crucial et à le mettre en œuvre.

## III. Tableau des effectifs et financement

20. Le poste de directeur du Centre régional et un poste d'administrateur (P-3) et un d'agent des services généraux (G-7) sont inscrits au budget ordinaire. De plus, la Finlande et le Japon ont financé deux postes de Volontaire des Nations Unies, et le Japon a financé un poste d'administrateur auxiliaire. Le Centre régional continue de dépendre des contributions volontaires pour financer l'ensemble de ses programmes de fond et une partie de ses dépenses de fonctionnement et il encourage les États Membres à lui apporter un appui financier et en nature.

21. En 2012, le Centre régional a reçu des contributions volontaires d'un montant de 152 253 dollars versées par des États Membres et d'autres donateurs. Le Secrétaire général tient à remercier les États Membres qui ont fait des contributions financières et en nature au Centre, à savoir l'Allemagne, la Chine, la Finlande, le Japon, le Kazakhstan, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée, la Suisse et la Thaïlande. Le Centre compte sur ces contributions pour assurer de manière durable son fonctionnement, ses activités de base et ses programmes. Le Secrétaire général exhorte donc tous les États Membres, notamment ceux de la région, ainsi que d'autres donateurs, à fournir des ressources financières pour appuyer les programmes du Centre, qui servent la région de l'Asie et du Pacifique.

## IV. Conclusion

22. Au cours de la période considérée, le Centre régional a activement contribué à des projets menés en faveur de la paix et du désarmement dans la région Asie-Pacifique. En coopération avec des États Membres et d'autres partenaires, il a continué à s'acquitter de sa mission, qui consiste à fournir une assistance aux États Membres qui le souhaitent et à mener des activités de sensibilisation et de mobilisation. Il continuera à étendre la portée de ses activités autant que possible, notamment en définissant de nouveaux moyens d'apporter son appui aux États Membres de la région. Les deux conférences annuelles, organisées au Japon et en République de Corée, demeurent d'importantes occasions de promouvoir le dialogue et la confiance dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la sécurité. Le Centre régional se tient prêt à développer l'assistance qu'il apporte aux États Membres en vue de relever les défis qui se présentent en matière de désarmement et de non-prolifération.



## Annexe

# **État financier du Fonds d'affectation spéciale du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique (2012)**

(En dollars des États-Unis)

Réserves et solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 . . . . .	712 049
Recettes	
Contributions volontaires . . . . .	152 253 <sup>a</sup>
Intérêts créditeurs . . . . .	5 086
Recettes accessoires . . . . .	47 998 <sup>b</sup>
<b>Total des recettes.</b> . . . .	<b>205 337</b>
Dépenses . . . . .	188 638
Dépenses d'appui aux programmes. . . . .	22 081
<b>Total des dépenses.</b> . . . .	<b>210 719</b>
<b>Réserves et solde au 31 décembre 2012</b> . . . . .	<b>706 667<sup>c</sup></b>

<sup>a</sup> Durant la période considérée, des contributions d'un montant total de 152 253 dollars ont été versées par : l'Allemagne (46 253 dollars), la Chine (50 000 dollars), le Kazakhstan (10 000 dollars), la République de Corée (40 000 dollars) et la Thaïlande (6 000 dollars).

<sup>b</sup> Correspond aux annulations d'engagements des exercices antérieurs (42 477 dollars) et à l'ajustement des dépenses d'appui au programme (5 521 dollars).

<sup>c</sup> Correspond aux réserves et au solde du Fonds au 1<sup>er</sup> janvier 2012, après ajout des recettes perçues et déduction des dépenses engagées en 2012. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mai 2013, une contribution supplémentaire d'un montant de 33 391 dollars a été versée par la Nouvelle-Zélande.